

L'Algérie des pieds rouges

par Hugo Vermeren

A propos de Catherine Simon, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, Paris, La Découverte, septembre 2009.

L'ouvrage de la journaliste et romancière Catherine Simon explore l'histoire des Français qui se sont rendus en Algérie au lendemain de l'indépendance en 1962. Sa source principale est une série d'entretiens réalisés de 2007 à 2009 auprès d'anciens acteurs et spectateurs des premières années de « l'Algérie nouvelle ». L'enquête inédite menée par la dernière envoyée spéciale du journal *Le Monde* à Alger est une contribution à l'histoire politique, sociale et culturelle de l'Algérie de 1962 à 1969.

Un objet historique neuf

Durant les dernières années de la guerre d'Algérie (1954-1962), les anticolonialistes du monde entier ont les yeux rivés sur le conflit dont on ignore alors l'issue. La signature des accords d'Evian le 18 mars 1962, puis l'accord signé entre le FLN et l'OAS le 17 juin 1962, marquent la fin d'une période coloniale longue de plus de cent trente ans. L'exode des Pieds-noirs devient général et peu nombreux sont ceux qui décident de rester. Faisant le chemin inverse, de jeunes militants anticolonialistes se rendent en Algérie, devenant spectateurs et parfois acteurs de la révolution en cours.

Les lendemains de l'indépendance algérienne ont en effet attiré, peut-être plus que dans d'autres colonies, de jeunes activistes voulant porter soutien à ce qui se profilait alors comme une révolution algérienne socialiste et tiers-mondiste. Venus en grande partie de l'ancienne métropole, la plupart n'ont jamais posé le pied en Algérie, les autres y sont venus comme soldat de l'armée française avant de désertir, ou y résidaient déjà à l'époque coloniale.

Tous, en revanche, se trouvaient dans « l'Algérie nouvelle » pour y accomplir quelque chose, de la simple tâche professionnelle à l'engagement politique révolutionnaire comme Michel Raptis¹. Pour une fraction d'entre eux, le départ en Algérie apparaissait comme la suite logique de leur action pendant la guerre dans les réseaux de soutien du FLN ou comme porteur de valise. De plus, rester en France « où la cause anticolonialiste ne mobilisait guère » (p. 19) n'avait de sens pour cette génération qui voyait dans l'indépendance algérienne, le déclencheur de la révolution socialiste mondiale.

A ces Pieds-rouges, appellation derrière laquelle l'auteur les regroupe et que bien souvent ils rejettent, se mêlent des optimistes du monde entier qui rejoignent l'Algérie indépendante, fuyant les dictatures d'Amérique latine ou les pays de l'Europe communiste. Cette dénomination commune de « rouges » rassemble cependant des identités politiques bien divergentes comme on peut le remarquer en lisant les biographies constituées par l'auteur et transcrites en fin d'ouvrages. Bien que penchant tous à gauche, les Pieds-rouges ne sont pas tous du même bord politique : une majorité de militants trotskystes du PCF et de l'UNEF

¹ Fondateur de la Tendance Marxiste Révolutionnaire de la IV^{ème} Internationale, surnommé « Pablo », chef du réseau pablisme en Algérie.

s'amalgame à des sympathisants du PSU, des membres de la JCF (Jeunesse Chrétienne de France), de simples sympathisants tiers-mondistes mais aussi des désireux de changement d'air ou de profession. Ils ne partagent donc pas tous, comme le laisse parfois entendre ce travail, une ambition commune en traversant la Méditerranée. *Algérie. Les années Pieds-rouges* veut retracer l'histoire des expériences méconnues de ces femmes et de ces hommes qui vécurent l'Algérie de l'autogestion, des rêves socialistes, et des désillusions du benbellisme.

L'ouvrage se découpe en onze chapitres, sans conclusion, qui suivent approximativement la chronologie politique de la fin de la Guerre d'indépendance jusqu'à l'année 1969 ; approximativement car l'auteur a fait le choix de traiter distinctement différents thèmes construits à partir du croisement d'informations tirées des entretiens, d'archives privées, de journaux de l'époque, des archives de la CIMADE ou encore de publications variées. Ce découpage lui a assurément permis de raccorder les anecdotes et les récits de ses différents témoins, poussant parfois au paroxysme l'approximation et la mauvaise compréhension de certains épisodes. Cependant, le lecteur perçoit clairement l'importance décroissante de ces Français dans la vie politique, sociale et culturelle, au fur et à mesure que se structure la société algérienne autour des valeurs nationalistes du FLN.

Le temps des Pieds-rouges

Le 3 août 1962, Ahmed Ben Bella, chef historique du Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA) emprisonné depuis octobre 1956, entre triomphalement à Alger où il est accueilli par le peuple algérien en liesse, célébrant son indépendance. Quelques mois plus tard, il forme le premier gouvernement de la république algérienne et nomme de manière inattendue le colonel Houari Boumediene ministre de la Défense. L'ère Ben Bella (1962-1965) est celle dans laquelle l'espoir en une révolution socialiste est le plus vif en Algérie.

Une majorité de Pieds-rouges arrivent à ce moment-là. Médecins, enseignants, journalistes, administrateurs, ils viennent combler les postes vacants laissés par leurs frères ennemis, les Pieds-noirs. Catherine Simon analyse les métamorphoses des institutions qui survivent à la brutalité de la rupture coloniale comme certains organes de presse (chapitre 4) ou du cinéma (chapitre 6). Le passage du colonial au post-colonial se fait, parfois, exclusivement dans le contenu, comme c'est le cas dans *l'Alger républicain*. Les journaux représentent alors des tribunes libres pour soutenir les régimes communistes d'URSS, de Chine et de Cuba. Les Français venus en Algérie dès les années 1962-1963 bénéficient du fait d'être assez bien perçus par le président de la République Ben Bella. Ils sont tolérés dans leur projet comme pour la fondation de l'Ecole du travail d'Alger par Pierre Grosz, en 1963, « une des aventures pédagogiques les plus extraordinaires de cette période » commente l'auteur (p. 73).

On retrouve ainsi des Français dans un certain nombre d'institutions et de secteurs professionnels qui requiert les compétences pédagogiques, techniques et médicales des Français formés en métropole. Catherine Simon les appelle « les Bulldozer de l'Algérie nouvelle » (chapitre 3). On retrouve même une Française, Mireille Desrez, dans le Ministère de la santé, puis dirigeant un service de formation du personnel médical à Constantine (p. 61).

L'influence des Pieds-rouges dans ces divers secteurs ne va être pourtant qu'éphémère, du moins sous cette forme relativement « libre » ; liberté qui leur était laissée sous l'ère Ben Bella tant qu'ils ne se risquaient pas à critiquer le pouvoir et à se rendre trop visible².

Plus radicaux que les Algériens ?

A de nombreuses reprises, les témoins se rappellent de l'hostilité partielle des Algériens à leur égard. Pourtant, sous l'ère Ben Bella, ils ne sont pas exclus mais simplement surveillés, bien que nombreux soient ceux qui ne le savent pas³. Selon l'auteur, une partie des Français en Algérie évoquent « la volonté d'être plus que des bras, de s'immiscer du côté décisionnel » (p. 20).

Prenant part aux luttes intestines qui perturbent le FLN ou ralliant le Front des Forces Socialistes fondé le 3 septembre 1963 par Aït Ahmed qui s'oppose officiellement au FLN, de nombreux militants Pieds-rouges deviennent les cibles des milices du gouvernement algérien. Ceux des *gaouris* (étrangers en arabe) qui se mêlent de politique font l'expérience des pratiques de surveillances et de tortures qui leur rappellent que les techniques de guerre voyagent toujours d'ennemi en ennemi. C'est le cas des militants pablistes⁴ qui participent à l'insurrection kabyle de 1964 et au maquis de Dra-El-Mizan (chapitre 5).

Catherine Simon montre bien comment une partie des « Pieds-rouges » ont en fait des idées bien plus radicales que les révolutionnaires algériens. A mesure que le pouvoir algérien perd de vue ses ambitions socialistes, les étrangers deviennent de moins en moins souhaitables pour la révolution algérienne. Ce ressenti des étrangers français en Algérie d'être perçu de plus en plus comme des parvenus s'intensifie clairement avec l'arrivée au pouvoir du Colonel Houari Boumediene en 1965. Durant quelques années, les réunions politiques des étrangers français et leur libre parole dans la presse furent relativement bien acceptées par les chefs de la révolution algérienne, mais très vite, leur participation aux activités politiques et sociales devint impossible et leur présence sur le sol algérien indésirable. Selon l'auteur, le nationalisme exacerbé de la société algérienne, contrecoup de la période coloniale et produit de la lutte pour l'indépendance, repoussa progressivement les Pieds-rouges au dehors du corps social et politique. La révolution, même socialiste, devait se faire sans eux.

Nationalisme et suspicion des étrangers

La véritable rupture est le coup d'Etat du 19 juin 1965. Houari Boumediene engage la militarisation du pouvoir en formant un Conseil National de la Révolution composé d'une majorité de militaires et de membres de l'ancienne ALN. Les premières années du régime de Boumediene marquent aussi le triomphe du nationalisme algérien. Comme le remarque certains enquêtés, l'illusion des Pieds-rouges les plus enthousiastes vis-à-vis de la révolution algérienne a été de n'avoir jamais perçu le poids de la religion dans la révolution algérienne. Pierre Vidal-Naquet, historien anticolonialiste et infatigable militant de la cause algérienne, avançait que ce n'est qu'après l'octobre algérien de 1988 que les Français prirent conscience

² L'usage de pseudonyme arabisant était commun dès 1962, surtout dans le domaine de la presse. « Le Français, c'est l'homme invisible » nous dit l'auteur p. 86.

³ Surveillance du FLN, mais aussi des militaires français restés sur place selon les accords d'Evian (cf. p.69).

⁴ Du réseau de Michel Raptis, dit Pablo.

de l'importance du rôle de l'islam (p. 147). Dans le préambule de la constitution du 10 septembre 1963, l'Algérie entendait réaliser la « révolution démocratique et populaire » selon les « principes du socialisme ». Comme l'affirme Bernard Cubertafond, la constitution de 1963 ne fut jamais réellement appliquée⁵. Mais les valeurs qu'elle affirmait nourrissaient les espoirs d'un grand nombre d'internationalistes du monde entier, peut-être davantage que les Algériens eux-mêmes. Toujours est-il que c'est autour de l'islam et de la langue arabe que le pouvoir entend faire désormais fonctionner la « machine nationale ».

Le 29 juillet 1965 et le 8 avril 1966 sont respectivement signés, entre la France et l'Algérie, les accords sur l'hydrocarbure et le développement industriel, ainsi que la convention de coopération culturelle et technique. Les coopérants succèdent aux Pieds-rouges et ouvrent une nouvelle page de l'histoire des Français en Algérie. Catherine Simon souligne les désillusions qui accompagnent ces changements. Les Pieds-rouges ne se sentent plus à leur place, et tous quittent de gré ou de force le pays. Le peu d'intérêt et de reconnaissance de la société française pour leur action algérienne, le « sentiment de honte »⁶ qui accompagne leur retour, résume toute la frustration d'hommes et de femmes qui ont vécu partiellement comme un échec leurs années algériennes. L'auteur ne trace pas distinctement la ligne de démarcation entre ceux qu'elle appelle les Pieds-rouges, et ceux qu'elle appelle les coopérants. On n'a pas davantage d'éclairage sur la périodicité de l'emploi de ces termes et de leurs utilitaires. En outre, la distinction n'est jamais vraiment faite, concernant ceux dont Catherine Simon veut ici écrire l'histoire, entre ceux qui vinrent pour travailler sous un statut local et les autres venus dans le cadre d'accords de coopération.

De l'enquête au récit : quelle méthode ?

Finalement, l'ouvrage de Catherine Simon ne parvient pas, comme elle le reconnaît d'ailleurs, à éclairer d'un jour nouveau les rêves et les échecs des premières années de l'indépendance algérienne. L'auteur considère néanmoins que « ce sont ses trous noirs qu'il [son travail] découvre ». On ne peut qu'approuver cette conclusion qui est, il faut le dire, le premier mérite de l'ouvrage. Parmi les faits inédits dont l'auteur espère, qu'ils feront l'objet de travaux approfondis, on peut mentionner « la formidable manifestation du 8 mars 1965 », l'âge d'or de la cinémathèque d'Alger où défilèrent les plus grands réalisateurs du monde entier, la venue d'Ernesto Che Guevara en 1965, ou celle des Black Panthers pour le festival panafricain en 1969, l'histoire du maquis de Dra-El-Mizan, celle de l'École du travail d'Alger, les pratiques policières des milices du FLN ou encore les positions de la gauche française sur la révolution algérienne. L'histoire racontée ici par Catherine Simon est donc aussi celle de l'Algérie des premières années de l'Indépendance, mais telle qu'elle a été perçue par les témoins venus de France et non pas telle qu'elle a été vécue par les Algériens eux-mêmes.

Ainsi, les témoignages oraux sont en même temps une matière unique pour le chercheur et une source extrêmement difficile à manier. Jean-Maurice Bizière et Pierre Vayssière rappelaient que « l'historien de l'oralité doit véritablement connaître les règles minimales de la pratique ethnologique, bien choisir ses observateurs, se poser en observateur participant, à mi-chemin entre le silence et la directivité »⁷. C'est certainement sur la méthode que l'on peut critiquer le travail de Catherine Simon, non pas sur le travail fourni, ni sur la

⁵ *L'Algérie contemporaine*, Paris, PUF, 1999.

⁶ *Dixit* Monique Gadant p. 235.

⁷ *Histoire et historiens*, Paris, Hachette, coll. Carré Histoire, 1995. P.218.

documentation réunie. Sans doute, ses entretiens constituent en eux-mêmes une source précieuse pour les historiens de l'Algérie des années 1960, et on ne peut donc que regretter qu'aucun d'entre eux, pas même un seul à titre d'exemple, n'ait été reporté en annexe.

En l'espace de deux ans, Catherine Simon a réalisé plus de soixante entretiens, traquant la mémoire et les souvenirs de ceux qu'on appelait les Pieds-rouges, mais aussi d'historiens comme Mohamed Harbi, Benjamin Stora, ou encore Pierre Vidal-Naquet. Elle a, il est vrai, sorti du mutisme toute une génération d'anciens militants. Il est frappant d'ailleurs de retrouver, dans les témoins, des spécialistes de l'Algérie. Ces derniers ont fait partager indirectement leur connaissance du terrain comme Gilbert Meynier sur l'histoire du FLN, Jean-Claude Vatin sur le système politique algérien ou encore Juliette Minces sur la période post-coloniale. Beaucoup cependant, avaient fait part de leur expérience professionnelle ou militante de l'Algérie des années 1960 comme Elisabeth Roudinesco, Simone Minguet, Monique Dagant ou encore Jacques Charby. Après un retour souvent douloureux, l'expérience algérienne semble avoir constitué un tremplin professionnel mais aussi intellectuel à ceux qui exerçaient et qui exercent encore dans l'enseignement, les médias, la culture...

L'ouvrage de Catherine Simon est le fruit d'une enquête richement documentée qui ouvre des pistes de recherche totalement nouvelles pour l'histoire de l'Algérie contemporaine. Mais ce travail présente de nombreuses carences et limites du point de vue historiographique. On peut finalement se demander si l'approche méthodologique et la définition de l'objet, la mise en récit, la reconstitution des événements souvent parcellaire, le manque de prudence dans l'analyse des sources et des documents, ainsi que le peu d'informations donné par l'auteur sur ceux-ci, n'éloignent pas le lecteur, plus qu'il ne le rapproche, des réels enjeux historiques de cette période décisive de la nation algérienne.

Hugo Vermeren est doctorant-enseignant à l'Université Paris Ouest Nanterre - La Défense (Paris X) - IDHE. Ses recherches portent sur l'immigration italienne en Algérie sous la Troisième République (1870-1939).

© Le Blog de l'histoire (<http://blog.passion-histoire.net>)
Janvier 2010